

Déploiement d'experts

■ Les opérations de soutien de la paix ont pris une ampleur qui déborde les mandats strictement militaires pour se transformer en missions aux objectifs plus larges, où les experts civils jouent un rôle de plus en plus important. Souvent, ces missions nécessitent des spécialistes dans des domaines tels que la gouvernance démocratique, la réforme des institutions judiciaires, la protection des enfants, les médias, les droits de la personne, la résolution des conflits et la réconciliation. Dans son rapport pour l'an 2000, le Groupe d'étude sur les opérations de paix de l'ONU recommande instamment qu'on accroisse les ressources affectées au déploiement d'experts civils hautement qualifiés, capables de contribuer aux tâches complexes qu'exige la reconstruction à la suite d'un conflit.

■ Le Canada reconnaît la nécessité de mettre en place, aussi bien au pays même qu'à l'étranger, un mécanisme permettant de définir les besoins et de déployer rapidement des experts de haut calibre. La Banque canadienne de ressources pour la démocratie et les droits de la personne (CANADEM) a établi un répertoire d'experts civils canadiens disposés à participer aux opérations internationales de soutien de la paix et à d'autres missions sur le terrain. Dans certains cas, le gouvernement du Canada envoie aussi des experts directement. Par exemple, il a envoyé des agents de la GRC au Kenya pour participer à une enquête internationale destinée à accroître la protection des réfugiés, et en Sierra Leone pour prendre part à une mission de planification en vue de l'établissement du tribunal spécial chargé de juger les auteurs de violations graves du droit international humanitaire. Le Canada a appuyé la mise en place d'un mécanisme similaire de déploiement de civils en Afrique du Sud, ainsi que la création, au sein de la CEDEAO, d'une nouvelle unité chargée de déployer des agents pour la protection des enfants. Le Canada a également contribué au renforcement de la capacité des missions des droits de l'homme des Nations Unies dans des pays comme l'Afghanistan, la Colombie, la Sierra Leone et le Soudan.

■ L'accroissement des ressources consacrées au détachement de civils auprès des missions de paix est nécessaire au maintien de la sécurité internationale et à nos intérêts nationaux. L'apport des experts civils est aujourd'hui un complément essentiel à celui des gardiens de la paix et de la police civile. C'est pourquoi le gouvernement canadien a entrepris d'accroître ses capacités dans ce domaine, en accordant une attention toute particulière à la question du déploiement efficace et sécuritaire de civils dans des régions où règne l'instabilité.

CANADEM

CANADEM est un répertoire national de plus de 3 000 experts civils canadiens qui peuvent répondre rapidement aux demandes de l'ONU, d'ONG et d'autres organismes internationaux. Le Canada appuie CANADEM (site web : www.canadem.ca), car il est convaincu que le succès des opérations sur le terrain dépend de la qualité du personnel déployé. Riches en compétences et en expériences diverses, ces experts offrent leurs services pour contribuer aux opérations de soutien de la paix, aux missions des Nations Unies sur le terrain et aux activités plus générales de consolidation de la paix.

la sécurité humaine Opérations de soutien de la paix

Nicholas Coghlan/MAECI



Soudan : arrivée à Kauda, dans la région des monts Nuba, d'une équipe du Centre Pearson pour le maintien de la paix, qui bénéficie d'une aide du Programme de la sécurité humaine du Canada pour former des agents de surveillance du cessez-le-feu nommés par le gouvernement soudanais et par le SPLM/A, le mouvement de libération populaire (2002)